

Commune de CONFRANÇON

DEPARTEMENT DE L'AIN

PLAN LOCAL D'URBANISME REVISION AVEC EXAMEN CONJOINT (E)

Conformément à l'article L.153-31
du Code de l'Urbanisme

1 – Additif au Rapport au Présentation

PLU approuvé le 20 Mai 2005
Modification (A) le 21 janvier 2011
Révision simplifiée (B) le 20 avril 2012
Modification simplifiée (C) le 23 novembre 2012
Révision avec examen conjoint (D) le 21 février 2014

Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour, Le Maire,	Révision avec examen conjoint prescrite le
--	---



SOMMAIRE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE	2
PRÉSENTATION GÉNÉRALE	3
1. LA SITUATION DE LA COMMUNE	3
2. HISTORIQUE DU DOCUMENT D'URBANISME	4
3. LES RAISONS DE LA REVISION AVEC EXAMEN CONJOINT	4
4. LA PROCEDURE DE REVISION AVEC EXAMEN CONJOINT	5
EVOLUTION APPORTÉE AU ZONAGE	7
EVOLUTION APPORTÉE AU RÈGLEMENT	9
CONCLUSION	14

Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la **CONFRANÇON** et de présenter les évolutions apportées au dit PLU, à l'occasion de sa révision allégée, conformément aux dispositions de l'article 153-31 du Code de l'Urbanisme.

Article L153-31 :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

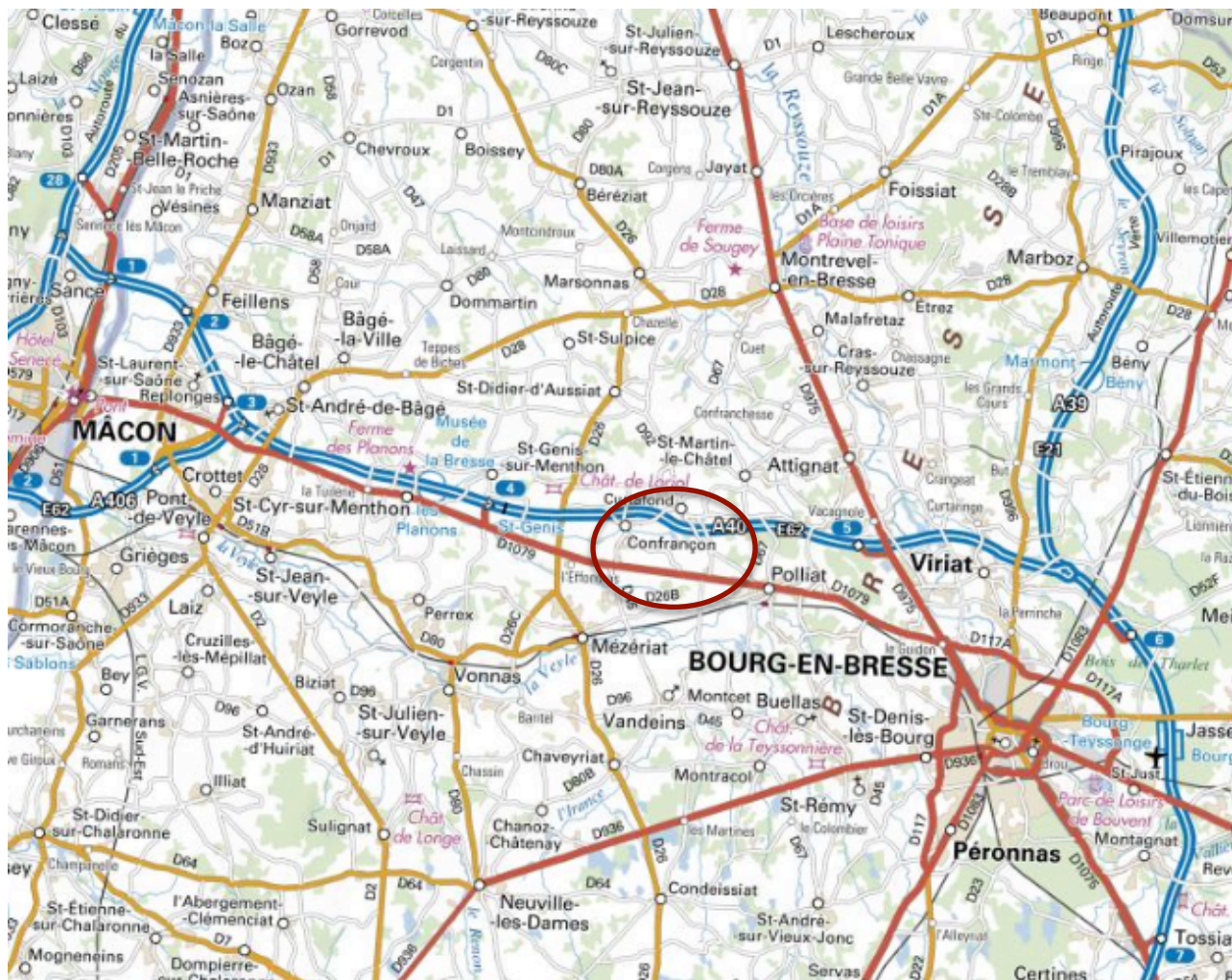
3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1. La situation de la commune

La commune de **CONFRANÇON** se situe en Bresse, au Nord-Ouest du département de l'Ain, entre les agglomérations de Mâcon et de Bourg-en-Bresse.



Source : www.geoportail.fr

La commune présente une trame urbaine particulière, structurée autour de deux principaux secteurs, à savoir le centre bourg (au niveau des principaux équipements de la commune) et le hameau de Logis Neuf (le long de la RD 1079)

Le contexte démographique est marqué par une pression relativement forte : ces 15 dernières années, la commune a gagné près de 500 habitants, pour atteindre 1 324 habitants en 2014 selon l'INSEE.

Enfin, la commune bénéficie d'une bonne desserte viaire avec la RD1079 et l'A40 qui traversent le territoire.

2. Historique du document d'urbanisme

La commune de **CONFRANÇON** dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 mai 2005. Elle a conduit plusieurs procédures afin de faire évoluer son document :

- Modification approuvée (A) le 21 janvier 2011
- Révision simplifiée (B) le 20 avril 2012
- Modification simplifiée (C) le 23 novembre 2012
- Révision avec examen conjoint (D) le 21 février 2014

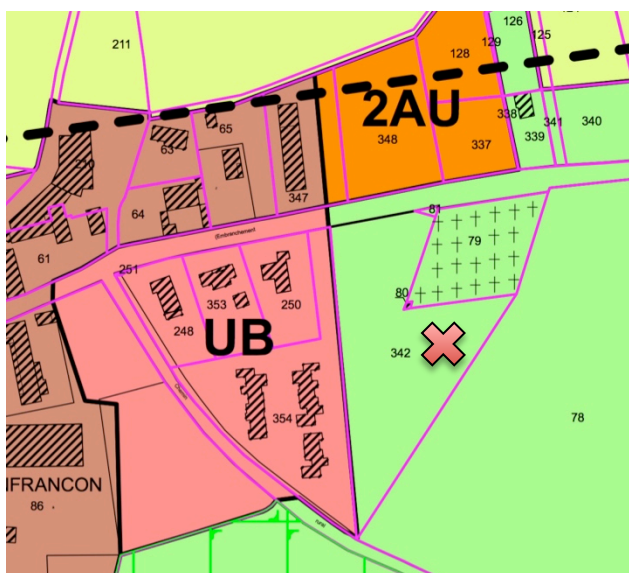
3. Les raisons de la révision avec examen conjoint

La commune de **CONFRANÇON** porte depuis plusieurs années le projet d'aménager les abords de son cimetière, situé au Nord-Est du centre-bourg, avec la création d'une aire de stationnement. En effet, le stationnement actuel le long de la chaussée n'est pas satisfaisant. Par ailleurs, la commune anticipe sur un besoin d'extension modérée du cimetière.

Le foncier est aujourd'hui maîtrisé par la commune qui a procédé à l'acquisition de la parcelle cadastrée ZI 342, d'une superficie de 7 597 m².

Le site se trouve en continuité d'une zone urbaine classée UB, qui voit actuellement s'achever un projet de logements collectifs portés par Ain Habitat. En revanche, le site lui-même est classé zone naturelle N au PLU.

Pour réaliser ce projet d'intérêt général, il est nécessaire de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme. En effet, l'aménagement projeté (réalisation d'équipements, à savoir aires de stationnements et cimetière), n'est pas autorisé en zone Naturelle, et nécessite de ce fait de un reclassement en zone urbaine.



4. La procédure de révision avec examen conjoint

Cette évolution entraîne la réduction d'une zone naturelle.

Il est donc nécessaire de mettre en œuvre une procédure de **révision** telle que prévue dans le cadre de l'article L153-31 du code de l'urbanisme qui dispose que :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide : (...)

2° **Soit de réduire** un espace boisé classé, **une zone agricole** ou une zone naturelle et forestière ; »

Pour autant, cette procédure ne remet pas en cause les orientations PADD.

De ce fait, une révision avec examen conjoint (ou « révision allégée ») peut être envisagée, conformément à l'article L153-34 qui stipule que :

« Lorsque la révision a **uniquement pour objet de réduire** un espace boisé classé, une zone agricole ou **une zone naturelle** et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, **sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables**, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un **examen conjoint** ».

Contexte environnemental

Dans le cadre de cette révision allégée, il convient aussi de prendre en compte les obligations en terme d'évaluation environnementale.

La commune de **CONFRANÇON** ne compte pas sur son territoire de site Natura 2000.

Toutefois, au titre de l'article R104-8 du code de l'urbanisme, le dossier pourra être soumis à évaluation environnementale, si il en est ainsi décidé par l'autorité environnementale après examen au « cas par cas » :

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une **évaluation environnementale** à l'occasion:

1° De leur élaboration, **de leur révision** ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, s'il est établi, après un examen au cas par cas, que ces procédures sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; »

Concertation

S'agissant d'une révision, la délibération de lancement de la procédure en date du 20/10/2017 a défini les modalités de la concertation, comme prévu par l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme :

« Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° L'élaboration ou **la révision** du schéma de cohérence territoriale ou **du plan local d'urbanisme** ; »

Les modalités de la concertation soient les suivantes :

- La mise à disposition du public d'un dossier présentant l'étude à la Mairie de **CONFRANÇON**, accompagné d'un registre destiné à recueillir toute observation du public.
- La mise en place d'une affiche A3 sur les panneaux d'information communale.

EVOLUTION APPORTÉE AU ZONAGE

L'aménagement souhaité aux abords du cimetière n'étant pas permis en zone Naturelle, la présente révision allégée du PLU vise à **modifier le zonage** en optant pour un classement en zone urbaine autorisant la réalisation d'aires de stationnements et une extension de cimetière.

Ainsi, il est créé un **nouveau classement spécifique « UE » correspondant à une zone urbaine dédiée à l'accueil d'équipements**.

Ce secteur « UE » nouvellement créé représente une **surface totale de près de 7 900 m²**, répartis comme suit :

- 3 450 m² sur la parcelle ZI 342 ; qui en compte près de 7 600 m² au total, la pointe sud de 4 000 m² étant maintenue en zone naturelle
- la parcelle ZI 81 de 35 m² environ, faisant actuellement office de stationnement pour les visiteurs du cimetière
- les parcelles ZI 79 et 80, actuellement occupé par le cimetière dans son emprise existante, représentant près de 2 900 m²
- les 1 500 m² restant correspondant à l'emprise de la route (RD92B) longeant le cimetière en sa limite Nord ; laquelle n'aurait aucune pertinence à demeurer classer en zone Naturelle puisque « coincée » entre deux zones urbaines

Ainsi, la zone naturelle est en réalité réduite de 3 450 m².

Compte tenu du fait que les 4 450 m² restant sont d'ores et déjà urbanisés, puisque correspondant à l'emprise de la route et du cimetière.

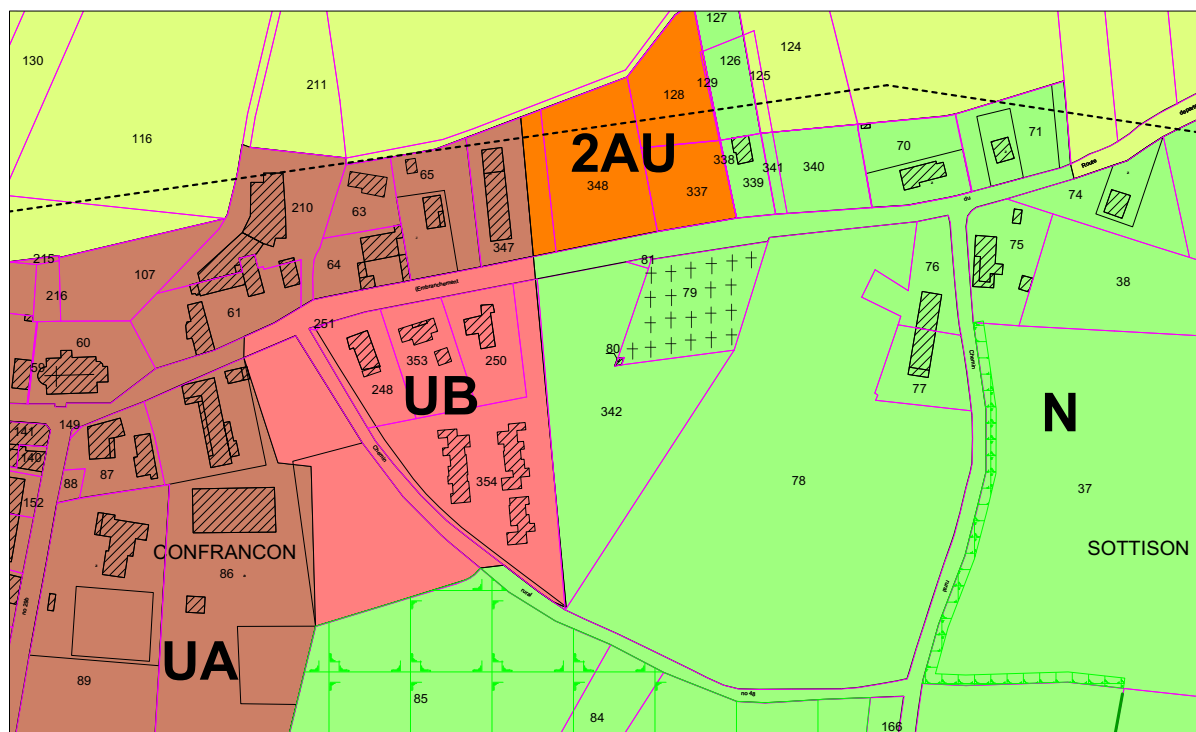
Ces 3 450 m² nouvellement constructibles sont nécessaires à la poursuite d'un double objectif :

- en partie Nord du secteur UE : réaliser un véritable parking, confortable et sécurisé ; ainsi qu'une zone d'accueil pour les familles se rendant au cimetière.
- en partie Sud du secteur UE : offrir une réserve foncière suffisante pour agrandir le cimetière en continuité de l'emprise existante.

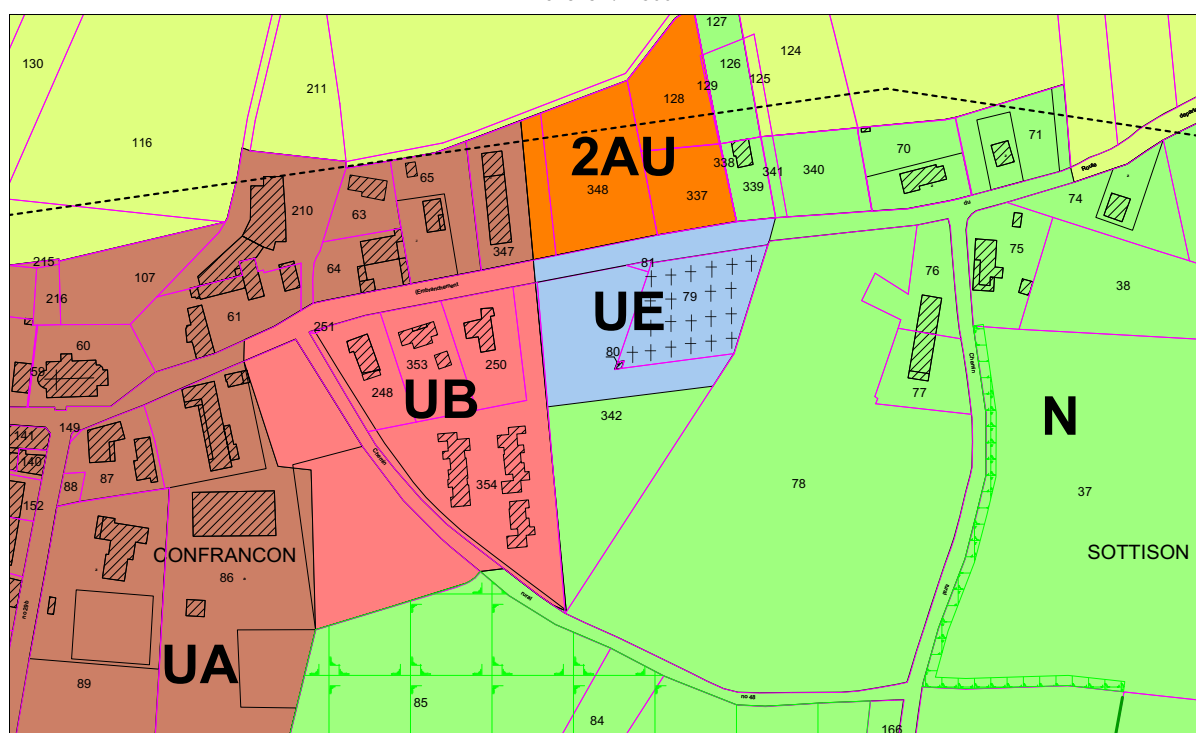
Par ailleurs, un accès piéton doit être aménagé côté Ouest du cimetière.

EVOLUTION APPORTÉE AU ZONAGE

COMMUNE DE CONFRANÇON
RÉVISION AVEC EXAMEN CONJOINT DU PLAN LOCAL D'URBANISME
EXTRAIT PLAN DE ZONAGE AVANT RÉVISION
Échelle 1/ 1 500°



COMMUNE DE CONFRANÇON
RÉVISION AVEC EXAMEN CONJOINT DU PLAN LOCAL D'URBANISME
EXTRAIT PLAN DE ZONAGE APRES RÉVISION
Échelle 1/ 1 500°



EVOLUTION APPORTÉE AU RÈGLEMENT

La modification du règlement doit traduire la **création** d'une zone urbaine spécifique UE dédiée à l'accueil d'équipements collectifs et d'intérêt général.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone UE est une zone urbaine destinée à l'accueil et à la pérennisation d'équipements collectifs et d'intérêt général.

ARTICLE UE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et installations qui ne sont pas liées et nécessaires à des équipements collectifs et d'intérêt général, ou à des services publics ou d'intérêt collectif.

ARTICLE UE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sans objet.

ARTICLE UE 3 : ACCES ET VOIRIE

1- Les accès

Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des engins de déneigement.

Elles peuvent également être refusées si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, les accès doivent être aménagés sur la voie où les risques encourus par les usagers des voies publiques ou par les personnes utilisant les accès sont les moindres.

Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées sur des terrains issus de divisions ayant conduit à la création d'accès en nombre incompatible avec la sécurité.

Si les constructions projetées, publiques ou privées, sont destinées à recevoir du public, elles doivent comporter des accès réservés aux piétons, indépendants des accès des véhicules. Ces accès pour piétons doivent être munis de dispositifs rendant ces constructions accessibles aux handicapés physiques.

2- La voirie

Toute vole nouvelle ouverte à la circulation automobile doit être réalisée avec une largeur minimum de chaussée de 5 mètres.

Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche des véhicules de lutte contre l'incendie, aux engins de déneigement et d'enlèvement des ordures ménagères.

Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon que les véhicules puissent aisément faire demi-tour.

Excepté pour les impasses, les portails d'entrées doivent être réalisés de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur le domaine public (recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement ou par rapport à la limite de la vole privée).

ARTICLE UE 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Toute construction qui requiert une alimentation en eau potable, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable par une conduite de caractéristiques suffisantes, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

L'utilisation de ressources en eau autres que celles provenant du réseau public (puisage, pompage, captage) peut être admise en fonction des données locales et pour le seul usage artisanal et industriel, à l'exclusion des usages sanitaires et pour l'alimentation humaine.

Toute construction dont l'activité peut présenter des risques de pollution vis à vis du réseau public devra être équipée d'un dispositif agréé de protection contre les retours d'eau et devra se conformer à la réglementation en vigueur.

2 - ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

En l'absence de réseau public d'assainissement d'eaux usées, un dispositif d'assainissement autonome, efficace, adapté à la nature du sol et à la topographie du terrain concerné, et conforme aux préconisations édictées dans l'étude du schéma directeur d'assainissement, est admis.

3 - ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

En l'absence de réseau d'eaux pluviales ou en cas de réseau insuffisant, les eaux doivent :

- soit être évacuées directement et sans stagnation vers un déversoir désigné par les services techniques de la commune,
- soit être stockées par le biais de cuves enterrées ou, à défaut, en réserves aériennes intégrées au paysage et à l'environnement avec une réutilisation possible de l'eau, sauf usages alimentaires et dans la limite de la réglementation en vigueur pour les usages sanitaires,
- soit absorbées en totalité sur le terrain.

L'imperméabilisation et le ruissellement engendrés par les opérations d'urbanisation devront être quantifiés, afin de mesurer les incidences sur les volumes d'eau à transiter, soit dans les réseaux, soit dans les cours d'eau.

L'autorité administrative doit pouvoir imposer des dispositifs adaptés à chaque cas et propres à réduire les impacts des rejets supplémentaires sur le milieu ou les réseaux existants.

Le principe demeure que :

- L'évacuation des eaux de ruissellement doit, si nécessaire, être assortie d'un pré traitement selon la réglementation en vigueur.
- Toutes les mesures visant à limiter l'imperméabilisation des sols doivent être prises, notamment sur les aires de parking (dalles alvéolées...)

4 – ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE ET RÉSEAUX CÂBLÉS

Les nouveaux réseaux doivent être établis en souterrain dans les opérations d'ensemble.

ARTICLE UE 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Aucune caractéristique n'est fixée.

ARTICLE UE 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Non règlementé

ARTICLE UE 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées :

- sur limites séparatives,
- ou en retrait d'au moins 4 mètres.

ARTICLE UE 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non règlementé

ARTICLE UE 9 : EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des constructions résulte de l'application des dispositions des articles 6, 7, 8, 10, 12 et 13 de ce chapitre.

ARTICLE UE 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions doit s'harmoniser avec le cadre dans lequel elles s'intègrent. En tout état de cause, la hauteur maximale est fixée à 12 m.

Ces limites peuvent ne pas être appliquées à des dépassements ponctuels dus à des exigences fonctionnelles ou techniques.

ARTICLE UE 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS, AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Il est rappelé que l'article R 111-21 du code de l'urbanisme est d'ordre public, il reste applicable en présence d'un PLU : « Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

On doit trouver dans l'aspect extérieur une logique de progression et un souci de cohérence fruit d'une véritable réflexion sur l'impact visuel du projet.

Lorsqu'un projet est délibérément de nature à modifier fortement le site existant, ou à créer un nouveau paysage, l'aspect des constructions peut être apprécié selon des critères plus généraux que ceux ci-dessous détaillés. Le demandeur ou l'auteur du projet doit alors justifier de la cohérence, de la recherche architecturale et de la concordance avec le caractère général du site.

Les règles édictées ci-dessous ne s'appliquent pas à la réalisation d'éléments d'architecture bioclimatique.

1 - IMPLANTATION ET VOLUME

L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible.

Les formes et volumes simples sont à privilégier.

La construction doit s'adapter à la topographie naturelle du terrain afin de ne pas bouleverser le paysage. Les déblais et remblais doivent être limités et il convient de privilégier les déblais éventuellement nécessaires aux remblais. Un aménagement par terrasse ou par palier est à envisager dans le cas de tènements vastes et/ou pentus.

2 - ELEMENTS DE SURFACE

Les matériaux de couverture, les enduits, les ouvertures, les menuiseries et huisseries extérieures doivent être déterminés en tenant compte de leur environnement.

3 - CLOTURES

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Lorsqu'elles sont envisagées, elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux : couleur, hauteurs, essences végétales.

À l'exception des portails, les clôtures doivent être constituées de grillages galvanisés ou de couleur verte tendus grâce à des montants et cadres rigides. Leur hauteur est limitée à 2 mètres.

Une hauteur différente pourra être imposée par l'autorité compétente en fonction de la nature particulière de l'installation, et selon des critères de sécurité, de salubrité et de bonne ordonnance en usage.

ARTICLE UE 12 : REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules automobiles et des deux roues sera dimensionné au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées.

Le stationnement doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

ARTICLE UE 13 : REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES

La qualité des aménagements paysagers ne résulte pas que de dispositions réglementaires. Il faut dessiner un espace évolutif mais qui tienne compte du graphisme du passé, de l'esprit de lieu.

1 - ESPACES BOISES CLASSES :

Les espaces boisés classés à conserver ou à créer, tels qu'ils figurent au document graphique sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme qui garantit leur préservation intégrale.

2 - OBLIGATION DE PLANTER ET DE REALISER DES ESPACES LIBRES :

Pour tout aménagement, la simplicité de réalisation, le choix d'essences locales (exemples charmilles, noisetiers...) et la variété dans la composition sont recommandés.

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées.

Les espaces libres et les aires de stationnement doivent être plantés.

Des écrans de verdure doivent être plantés pour masquer certains bâtiments ou installations d'activités admises dans la zone mais dont l'impact visuel est négatif.

CONCLUSION

La révision allégée proposée, conformément à l'article L.153-31 à L.153-35 vise à reclasser une parcelle naturelle en zone urbaine sur la commune de **CONFRANÇON**.

Les pièces du présent dossier pour la révision avec examen conjoint du PLU de **CONFRANÇON** sont :

- **1°/ Additif au rapport de présentation**, présentant les raisons de la procédure et l'évolution du zonage et du règlement ;
- **2°/ L'extrait du zonage** avant et après la révision;

Dans le cadre de l'étude au cas par cas, ce dossier sera transmis pour avis à l'autorité environnementale (MRAE) qui jugera de l'opportunité de réaliser une évaluation environnementale.

Il sera également mis à disposition du public en mairie, dans le cadre de la concertation avec les habitants, avant d'être arrêté en conseil municipal.

Par la suite, le dossier sera présenté en réunion d'examen conjoint aux personnes publiques associées (PPA).

Réception faite de l'ensemble des avis, le projet pourra être mis à l'enquête publique, en mairie, pendant une durée d'un mois.

A la suite de celle-ci, le conseil municipal décidera de l'approbation de ce dossier, en y apportant d'éventuelles modifications ou compléments.